



Veille des Etats d'Europe centrale et balte

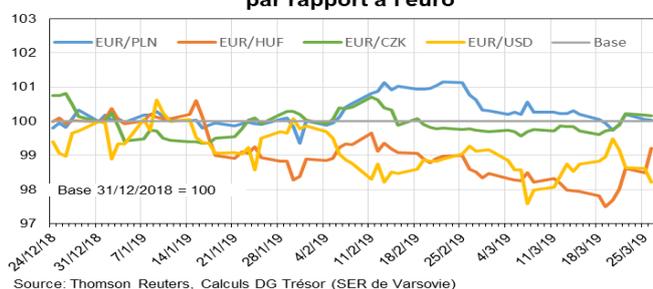
N° 6/2019

Du 15 au 28 mars 2019

Ensemble de la zone

MARCHES FINANCIERS

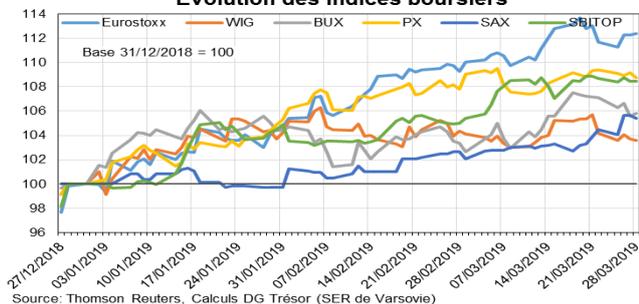
Evolution des devises à taux flottant de la zone par rapport à l'euro



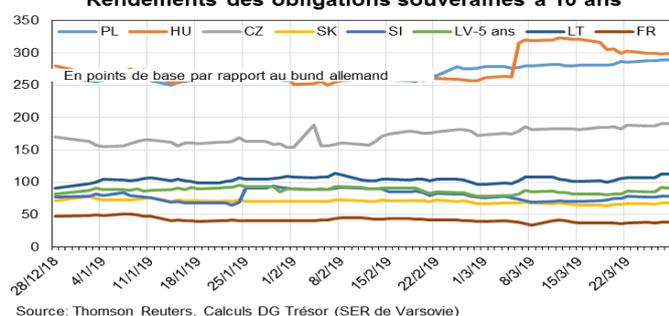
Clôtures au	28/03/2019	21/03/2019	Variation hebdomadaire	Depuis fin 2018
EUR/PLN*	4,2978	4,285	+ 0,30%	+ 0,21%
EUR/HUF*	320,47	314,52	+ 1,89%	- 0,14%
EUR/CZK*	25,809	25,669	+ 0,55%	+ 0,44%
EUR/USD*	1,122	1,1373	- 1,35%	- 2,17%
WIG20	59 752,66	60 976,51	- 2,01%	+ 3,57%
BUX	41 413,91	41 955,75	- 1,29%	+ 5,81%
PX	1 072,63	1 078,39	- 0,53%	+ 8,72%
Eurostoxx	3 101,67	3 119,94	- 0,59%	+ 12,38%
Spread PL-10	289,6	286,6	+ 3 pb	+ 29,2 pb
Spread HU-10	299,4	300,1	- 0,7 pb	+ 19,6 pb
Spread CZ-10	190,9	183,1	+ 7,8 pb	+ 21 pb

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.
Source : Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Evolution des indices boursiers



Rendements des obligations souveraines à 10 ans



POLITIQUE MONETAIRE

		Taux d'intérêt (%)					
Zone euro		Rép. tchèque		Pologne		Hongrie	
Taux de refinancement au jour le jour*	0,00	Taux repo (de refinancement à 2 semaines)*	1,75	Taux de refinancement à 1 semaine*	1,50	Taux de facilité de dépôt à 3 mois*	0,90
Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,40	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	0,75	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	0,50	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,05
Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour	0,25	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	2,75	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	2,50	Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour et à une semaine	0,90
Réserves obligatoires	1,00	Réserves obligatoires	2,00	Réserves obligatoires	3,50	Réserves obligatoires	2,00

* Taux directeur

Sources : Banques centrales

**AFFAIRES EUROPEENNES**

- **Le taux d'inflation atteint 1,5% dans la zone euro et 1,6% dans l'Union européenne à 28 en rythme annuel en février 2019**, Eurostat le 15 mars. Comparé au mois de février 2018, le rythme de l'inflation s'est accéléré de 0,4pp dans la zone euro et de 0,2pp dans l'UE. En février 2019 les plus fortes contributions au taux d'inflation annuel de la zone euro proviennent des services (+0,61 points de pourcentage, pp), suivis de l'alimentation, alcool & tabac (+0,44 pp), de l'énergie (+0,35 pp) et des biens industriels hors énergie (+0,09 pp). Les taux d'inflation les plus élevés ont été observés en Roumanie (4%), en Hongrie (3,2%) et en Lettonie (2,8%), tandis que les taux les plus faibles ont été relevés en Irlande (0,7%), en Grèce, Croatie et à Chypre (0,8% chacun) et au Portugal (0,9%).
- **Le taux d'emplois vacants s'établit à 2,3% dans la zone euro comme dans l'Union européenne à 28 au quatrième trimestre 2018**, Eurostat le 18 mars. Comparé au quatrième trimestre 2017, le taux d'emplois vacants a augmenté de 0,3pp dans les deux zones. Dans la zone euro, le taux d'emplois vacants au quatrième trimestre 2018 s'est établi à 2,0% dans le secteur de l'industrie et de la construction et à 2,6% dans celui des services. Dans l'UE28, le taux était de 2,1% dans le secteur de l'industrie et de la construction et de 2,6% dans celui des services. Au quatrième trimestre 2018, les taux d'emplois vacants les plus élevés ont été enregistré en République tchèque (6%), en Belgique et en Allemagne (3,4% chacun) et en Autriche (3,1%), tandis que les taux les plus faibles ont été relevés en Grèce (0,4%) ainsi qu'en Bulgarie, Irlande, Espagne et Portugal (0,9% chacun). Comparé au quatrième trimestre 2017, le taux d'emplois vacants a augmenté dans vingt Etats membres de l'UE, est resté stable en Belgique, à Chypre, en Finlande et en Suède, et a diminué en Estonie, en Irlande et en Croatie (-0,1 pp) ainsi qu'en Lituanie (-0,2 pp). Les plus fortes hausses ont été observées en République tchèque (+1,6 pp), en Autriche (+0,8 pp), à Malte (+0,7 pp) et en Allemagne (+0,6 pp).
- **L'excédent du commerce extérieur de la zone euro atteint 1,5 milliards d'euros et un déficit de 24,9 milliards d'euros pour l'Union européenne sur le mois de janvier 2019**, Eurostat le 18 mars. En janvier 2019, les exportations de biens de la zone euro ont atteint 183,4 milliards d'euros (+2,5% en g.a) et les importations ont atteint 181,8 milliards d'euros (+3,4% en g.a). Le commerce intra-zone euro a atteint 164,6 milliards d'euros (+2,4% en g.a). Les exportations de biens extra-UE28 se sont établies à 153,6 milliards d'euros en janvier 2019 (+2,1% en g.a). Les importations depuis le reste du monde ont quant à elles été de 178,5 milliards d'euros (+3,9% en g.a). Le commerce intra-UE28 s'est élevé à 297,9 milliards d'euros en janvier 2019 (+2,3% en g.a).
- **La croissance des coûts de la main d'œuvre atteint 2,3% dans la zone euro et 2,8% dans l'UE à 28 en g.a au quatrième trimestre 2018**, Eurostat le 19 mars. Dans la zone euro, les coûts des salaires & traitements horaires ont augmenté de 2,3% et les coûts non salariaux de 2,4% au quatrième trimestre 2018. Dans l'UE, les coûts des salaires & traitements horaires ont progressé de 3,0% et les coûts non salariaux de 2,2% au quatrième trimestre 2018. D'un point de vue sectoriel, les coûts de la main d'œuvre ont augmenté dans la zone euro de 1,9% dans l'industrie, de 2,4% dans le secteur de la construction, de 2,5% dans les services et de 2,4% dans l'économie non marchande en g.a au quatrième trimestre 2018. Dans l'UE, les coûts horaires de la main-d'œuvre ont augmenté de 2,4% dans l'industrie, de 2,8% dans la construction ainsi que dans les services et de 3,0% dans l'économie (principalement) non marchande. Au quatrième trimestre 2018, les plus fortes hausses des coûts horaires de la main d'œuvre ont été enregistré en Roumanie (+13,1% en g.a), en Lettonie (+11,8%), au Portugal (+10,3%), en Lituanie (+10,2%), en Estonie (+8,5%) et en Hongrie (+8,1%), tandis qu'une seule baisse a été observée à Malte (-0,5%).
- **La production dans le secteur de la construction a diminué de 0,7% dans la zone euro et a augmenté de 0,7% dans l'UE à 28 en g.a en janvier 2019**, Eurostat le 19 mars. Dans la zone euro, la production a chuté de 1,5% pour la branche génie civil et de 0,1% pour la branche bâtiment ; dans l'UE la production a augmenté de 0,8% pour la branche bâtiment et de 0,3% pour le génie civil. Les plus fortes hausses de la production dans le secteur de la construction ont été enregistrées en Hongrie (+29,2%), aux Pays-Bas (+5,5%), en Slovénie (+4,3%), tandis que des baisses ont été observées en République tchèque (-13,3%), en Roumanie (-5,1%), en Allemagne (-3,5%), en Belgique (-3,2%), en Slovaquie (-0,9%), en Espagne (-0,8%) et en France (-0,1%).



- **La production dans le secteur de la construction a diminué de 1,4% dans la zone euro et est restée inchangée dans l'Union européenne entre décembre 2018 et janvier 2019**, Eurostat le 19 mars. Dans la zone euro, la production a reculé de 2,9% pour la branche génie civil et de 1,1% pour la branche bâtiment. Dans l'UE, la production a reculé de 1,3% pour le génie civil, tandis que la branche bâtiment a progressé de 0,2%. Les plus fortes hausses entre décembre 2018 et janvier 2019 ont été enregistrées en Slovaquie (+10,3%), en Hongrie (+9,7%) et en Roumanie (+5,1%) et les plus fortes baisses en France (-5,4%), en Finlande (-2,2%) et en Espagne (-1,8%).
- **L'Union européenne a réalisé près d'un tiers de son commerce extérieur avec les Etats-Unis et la Chine en 2018**, Eurostat le 20 mars. Les principaux partenaires commerciaux de l'UE en 2018 étaient les Etats-Unis (674 milliards d'euros, soit 17,1% du commerce extérieur total), la Chine (605 milliards d'euros, 15,4%), la Suisse (265 milliards d'euros, 6,7%), la Russie (254 milliards d'euros, 6,4%), la Turquie (153 milliards d'euros, 3,9%) et le Japon (135 milliards d'euros, 3,4%). Dans presque tous les États membres de l'UE, le principal partenaire commercial pour les exportations de biens en 2018 a été un autre membre de l'Union européenne, à l'exception de l'Allemagne, de l'Irlande et du Royaume-Uni (les États-Unis étant la principale destination de leurs exportations) ainsi que de Chypre (Îles Caïmans) et de la Lituanie (Russie). Dans l'ensemble, l'Allemagne a été la principale destination des exportations de biens pour 17 États membres. Dans certains États membres, plus d'un quart des exportations ont été effectuées vers un seul et même partenaire. Celui-ci était l'Allemagne pour la République tchèque (32% des exportations de biens vers l'Allemagne), l'Autriche (30%), la Pologne (28%), la Hongrie et le Luxembourg (27% chacun). Il s'agissait des États-Unis pour l'Irlande (28%), tandis qu'au Portugal 25% des exportations ont été effectuées vers l'Espagne. En 2018, les 28 États membres de l'UE ont exporté au total pour 5 474 milliards d'euros de biens, dont 3518 milliards d'euros (soit 64%) étaient destinés au commerce intra-UE. Avec plus de trois-quarts de biens exportés vers d'autres États membres de l'UE, la Slovaquie (86% de ses exportations réalisées au sein de l'UE), la République tchèque et le Luxembourg (84% chacun), la Hongrie (82%), la Pologne (80%), la Roumanie (77%), la Slovaquie et le Portugal (76% chacun) ont affiché en 2018 les parts les plus élevées d'exportations intra-UE. A l'opposé, Chypre (28%) et le Royaume-Uni (47%) étaient les seuls États à avoir exporté davantage vers les États hors de l'UE. En 2018, les 28 États membres de l'UE ont importé au total pour 5 426 milliards d'euros de biens, dont 3 446 milliards d'euros (soit 64%) en provenance d'un autre État membre de l'UE (commerce intra-UE). Au moins trois-quarts des importations de biens provenaient d'un autre État membre de l'UE au Luxembourg (88%), en Slovaquie (80%), en Croatie et en Autriche (78% chacune), en Estonie (77%), en Tchéquie et au Portugal (76% chacun) ainsi qu'en Hongrie, en Lettonie et en Roumanie (75% chacune). En revanche, les Pays-Bas (46%) étaient le seul État membre dont moins de la moitié des importations était originaire de l'UE.

Pologne

- **L'investissement des entreprises du secteur non-financier a augmenté de 12,2% en g.a en 2018**, Office statistique polonais (GUS). L'investissement a enregistré un net rebond en 2018 puisqu'en 2017, la croissance n'avait atteint que 3,4%. En 2018, les entreprises ont augmenté leurs dépenses d'investissement, principalement pour les entreprises du secteur du bâtiment et de l'immobilier (+15,3% en g.a.), les machines et équipements (+10,7%) et pour les moyens de transport et l'automobile (+10,7%). Un net rebond de l'investissement a été observé dans les secteurs tels que le transport et la logistique (+30,8%), l'industrie minière (+30%), la gestion des déchets et l'aménagement de l'eau (+27,8%), le commerce et distribution (+23,4%) ; en revanche l'investissement dans l'industrie manufacturière a augmenté à un rythme plus modéré (+6,7%). En 2018, le résultat net des entreprises du secteur non-financier atteint 112,7 milliards PLN (26,3 milliards d'euros), soit une baisse de 10,8% par rapport à 2017, malgré une augmentation du chiffre d'affaires total de 6,7% (atteignant 2 865 milliards PLN/ 667 milliards d'euros). On notera qu'en 2018, les rémunérations ont augmenté de 0,3pp dans la structure totale des coûts des entreprises pour ressortir à 15,3%.
- **Le revenu disponible mensuel par habitant atteint 1693 PLN (394 euros) en 2018, soit une hausse de 5,9% par rapport à 2017**, GUS.



- **Le gouvernement souhaite faciliter les modalités d'acquisition des parcelles de construction par l'opérateur public KZN (Krajowy Zasób Nieruchomości – réservoir national immobilier) pour accélérer la mise en place du Programme « Mieszkanie Plus ».** Les entités et entreprises publiques seront tenues d'informer régulièrement la KZN sur les parcelles libres dont elles disposent et qui pourraient être transférées, au prix de marché, à la KZN aux fins du programme « Mieszkanie + ». D'après le vice-ministre de l'investissement et de développement Artur Sobon, la mesure permettra de créer 60 000 logements au cours des prochaines années. Actuellement, dans le cadre du programme « Mieszkanie + », 18 600 logements sont en cours de construction avec l'appui de la banque BGK (équivalent polonais de la Caisse des dépôts). Dans la partie financée par le fonds public PFR Nieruchomosci, les travaux préparatoires pour le démarrage de la construction de 57 300 logements se poursuivent. Pour mémoire, « Mieszkanie + » est l'un des programmes-phare du PiS destiné à assurer l'accès à des logements bon marché à une frange moins aisée de la population, en particulier pour les ménages jeunes et les personnes dont les revenus sont trop faibles pour qu'ils puissent devenir propriétaire d'un logement mais également trop élevés pour qu'ils puissent être bénéficiaires d'un logement social.
- **Le Ministère de l'Entrepreneuriat et des Technologies annonce la création d'un livre noir d'obstacles illégaux auxquelles se heurtent dans l'UE les entreprises polonaises dans le domaine du travail détaché.** Le Ministère invite les entreprises concernées à faire part, via une adresse email spéciale, de leurs difficultés et atteintes aux quatre libertés fondamentales de l'UE (circulation des personnes, marchandises, capitaux et services) tout en assurant l'anonymat. D'après la Ministre Jadwiga Emilewicz, le projet d'un Livre noir, réalisé en parallèle avec l'initiative pour la mobilité du travail (IMP), vise à créer un panorama des pratiques protectionnistes mises en œuvre illégalement par certains des Etats membres de l'UE afin de se prémunir de la concurrence sur le marché unique européen. D'après Madame Emilewicz, c'est surtout dans le domaine des services intracommunautaires qu'il existe un fort potentiel de libéralisation.
- **Derniers indicateurs de l'économie polonaise fournis par le GUS.** L'inflation atteint 1,2% en g.a en février 2019. Il s'agit d'un chiffre supérieur au consensus du marché (1,1%) et au chiffre révisé à la baisse de 0,2pp pour le mois de janvier (0,7% en g.a) à la suite de la modification du panier de l'inflation par le GUS. L'inflation reste tirée par la hausse des prix dans la catégorie hôtellerie/restauration (3,4% en g.a), les services de santé (2,6%), le transport et le carburant (2,5%), les biens alimentaires (2,1%) ; en revanche les coûts d'exploitation liés aux logements (0,6%) ont été limités alors que pour les vêtements/chaussures et les télécommunications les prix ont reculé (de -3,2% et de -2,4%). Le salaire mensuel moyen dans le secteur privé a augmenté de 7,6% en g.a au mois de février, atteignant 4949 PLN (1153 euros) bruts mensuels. Cette hausse du salaire moyen est légèrement supérieure au consensus de marché qui prévoyait une croissance de 7,2% et au résultat du mois de janvier (7,5%). Dans le même temps, l'emploi au sein des entreprises de plus de 10 salariés a augmenté de 2,9% en termes annuels, soit un chiffre conforme au consensus de marché et au résultat du mois de janvier dernier. La production industrielle a augmenté en février de 6,9% en g.a. Il s'agit d'un résultat supérieur au chiffre du mois de janvier (6,1% en g.a) et au consensus du marché qui était de 4,7%. On notera un net rebond de la production minière (16,5%) tandis que l'indice de la production par l'industrie manufacturière est de 7%. D'après le commentaire du Ministère de l'Entrepreneuriat et des Technologies, l'évolution de la production industrielle témoigne de la résistance de ce secteur à l'effet de ralentissement observé dans plusieurs pays occidentaux. La production du secteur BTP/construction a augmenté en février 2019 de 15,1%, soit une évolution plus rapide que prévu par les analystes (9,8%) et que la croissance enregistrée au mois de janvier dernier (3,2%). Les ventes de détail ont augmenté en février de 5,6% en g.a, en prix constants, soit un niveau supérieur au chiffre de janvier dernier (5,2%) et au consensus du marché (5,4%). D'après le GUS, les ventes de détail ont augmenté le plus pour les catégories « meuble, électroménager, équipement électronique » (13,8%), « produits pharmaceutiques et médicaments » (8,2%) et "véhicules automobiles" (5%).
- **Le Premier ministre Mateusz Morawiecki a indiqué que les nouvelles mesures sociales auront pour l'effet d'augmenter le déficit public (0,5% du PIB en 2018) sans que celui-ci dépasse le seuil européen de 3% du PIB.** Pour mémoire, le coût des mesures sociales annoncé par le président du PiS Jaroslaw Kaczynski fin février (élargissement du programme 500+, treizième mois pour les retraités de 1100 PLN/



256 euros, exemption fiscale pour les jeunes travailleurs de moins de 26 ans, réduction du taux d'imposition sur le revenu de 18% à 17% et rétablissement des liaisons de transports en bus « PKS » dans les villes de petite et moyenne tailles) est évalué à 1% du PIB en 2019 et 2% du PIB par an en 2020 et en 2021. Le Premier ministre a également exclu l'éventualité d'une démission du ministre des Finances Teresa Czerwinska.

- **Feu vert de la Commission européenne pour une aide polonaise pour augmenter la capacité de regazéification d'un terminal GNL.** La Commission européenne a approuvé, lundi 18 mars, une mesure polonaise de soutien à l'accroissement des capacités de regazéification et au développement de plusieurs fonctions d'un terminal GNL à Świnoujście. L'institution avait déjà donné son feu vert à la construction du terminal en 2011. Cette dernière structure va recevoir la somme de 128 millions d'euros via le Fonds européen de développement régional et le Fonds de cohésion. La Commission a apprécié cette mesure au regard des lignes directrices de 2014 sur la protection de l'environnement et l'énergie. Constatant que le projet contribuerait à assurer la sécurité de l'approvisionnement de gaz en Pologne et dans les pays baltes, elle a considéré que la mesure était compatible avec les règles du droit de l'UE en matière d'aides d'État.
- **Le Ministère des Finances étudie l'éventualité de rendre le mécanisme du paiement scindé de TVA obligatoire dans le domaine du commerce de produits dits sensibles.** Pour l'instant le paiement scindé, considérée comme un outil efficace contre les fraudes carrousel dans le régime de la TVA, a un caractère facultatif. Il consiste pour mémoire à ce que la TVA acquittée n'est pas versée, dans un premier temps, sur le compte du vendeur mais sur un compte spécial du Trésor qui peut en contrôler la régularité. D'après la Ministre des Finances Teresa Czerwinska, le paiement scindé de TVA pourrait devenir obligatoire dès 2020 dans les domaines tels que la distribution du carburant, le commerce de produits électroniques, le BTP, le commerce de houille, le commerce de pièces détachées automobiles, etc.

Hongrie

- **Le chiffre d'affaire cumulé du secteur de la construction a progressé de 29,1% en g.a en janvier 2019 pour s'établir à 197 milliards HUF (626,6 millions d'euros),** Office statistique hongrois (KSH) le 15 mars. La croissance atteint respectivement 28,2% pour la construction des immeubles et 32,2% pour l'ingénierie du bâtiment. La plupart des économistes hongrois anticipent une croissance du secteur de la construction d'environ 15% sur l'ensemble de l'année 2019.
- **Le chiffre d'affaire cumulé du secteur des assurances a atteint un record historique à 1042 milliards HUF (3,32 milliards d'euros) en 2018,** Fédération hongroise des assureurs le 18 mars. Le chiffre d'affaire cumulé du secteur des assurances est en hausse ininterrompue depuis 2012 et a augmenté de 5,8% par rapport à 2017 (où il s'était élevé à 985 milliards HUF/ 3,14 milliards d'euros).
- **Le gouvernement hongrois a annoncé mardi 19 mars qu'il mettrait à disposition 5 milliards HUF (15,9 millions d'euros) supplémentaires pour promouvoir le développement des petites et moyennes entreprises (PME) dans le pays en 2019.** Le Ministère des finances estime que près de 250 PME pourraient bénéficier de ce nouveau programme, qui permettrait ainsi de créer quelques 1500 emplois supplémentaires d'ici la fin de l'année 2019. Les entreprises pourront bénéficier d'une aide de 1,7 millions HUF (5430 euros) pour chaque emploi créé.
- **Le chiffre d'affaire cumulé du secteur des technologies de l'information et de la communication a atteint 3 398 milliards HUF (10,86 milliards d'euros) en 2018, soit une hausse de 7,1% par rapport à 2017,** KSH le 19 mars. Le secteur contribue ainsi à 3,7% de la valeur ajoutée totale dans l'économie hongroise.
- **La croissance du volume de la production industrielle atteint 5% en g.a en janvier 2019,** KSH le 19 mars. La croissance de la production industrielle a atteint respectivement 4,7% pour les produits alimentaires, boissons et tabac, 3,1% pour les produits minéraux, plastique et caoutchouc, 3,7% pour les produits métalliques et 4,8% pour les véhicules.



- **La croissance du PIB hongrois devrait atteindre 3,7% en 2019, contre 4,9% en 2018**, prévisions de l'institut de recherche économique Pénczykutató le 20 mars. Le ralentissement économique qui s'installe progressivement sur la Hongrie est imputable à une baisse de la demande externe, les incertitudes pesant sur la conjoncture économique mondiale (notamment le Brexit) et au ralentissement économique dans l'UE (qui absorbe près de 80% des exportations hongroises). La croissance économique devrait atteindre seulement 1% en Allemagne, principal partenaire commercial de la Hongrie. L'inflation devrait atteindre 3,2% et le cours de la devise hongroise devrait s'établir à 318 HUF pour un euro sur l'ensemble de l'année 2019.
- **Le nombre de nuitées dans les hôtels hongrois atteint 1,523 millions sur le mois de janvier 2019, soit une baisse de 0,7% en g.a**, KSH le 20 mars. Le nombre de nuitées réservées par les ressortissants hongrois atteint 743 000 (-0,1% en g.a) et par les ressortissants étrangers atteint 780 000 (-1,2% en g.a). En revanche, le chiffre d'affaire cumulé des nuitées dans les hôtels atteint 29,1 milliards HUF (92,5 millions d'euros), soit une hausse de 9,4% en g.a et le taux d'occupation des hôtels s'établit à 44,1% (-0,7pp comparé à janvier 2018).
- **La capacité de financement extérieur de la Hongrie atteint 651 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2018, soit 1,9% du PIB**, Banque Centrale de Hongrie (MNB) le 25 mars. La capacité de financement extérieur de la Hongrie est ainsi en hausse comparé au niveau atteint au troisième trimestre 2018, où elle avait atteint 562 millions d'euros. Au quatrième trimestre 2018, le courant compte a enregistré un déficit de 349 millions d'euros, le compte de capital un excédent de 449 millions d'euros et le compte financier un déficit de 1,02 milliards d'euros. Le déficit du commerce extérieur de biens a atteint 556 millions d'euros (soit un déficit inférieur de 230 millions au niveau atteint au troisième trimestre 2018). L'excédent du commerce extérieur de services a atteint 1,9 milliards d'euros (+100 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2018).
- **L'inflation devrait atteindre 3,1% en 2019 et 2020**, rapport sur l'inflation de la MNB publié le 26 mars. La MNB a ainsi revu sa prévision d'inflation à la hausse de 0,2pp pour 2019 et 0,1pp pour 2020 depuis sa dernière prévision en décembre 2018. L'inflation devrait être conforme à la cible d'inflation de la MNB (3% par an avec une marge de fluctuation de +/- un point de pourcentage). La MNB a également revu à la hausse ses prévisions de croissance pour l'économie hongroise, qui devrait atteindre 3,8% en 2019 (+0,3pp) et 3,2% en 2020 (+0,2pp). Le Ministère des finances hongrois table en revanche sur une croissance de 3,9% en 2019 et 4% en 2020. Sur les mois de janvier et février 2019, l'inflation atteint 2,9% en rythme annuel.
- **L'approvisionnement des marchés publics représente 3294 milliards HUF (10,3 milliards d'euros) en 2018, soit 7,8% du PIB hongrois**, Autorité hongroise responsable des marchés publics (KH) le 28 mars. Le rapport de KH précise qu'en 2018 quelques 10 361 appels d'offres publics ont été conclus.
- **L'écart moyen de salaires entre les hommes et les femmes atteignait 50 000 HUF (156 euros) nets mensuels en 2018**, cabinet de Conseil *EXPM Solutions* le 28 mars. Les « cols-blancs » hongrois gagnaient en moyenne 170 000 HUF (531 euros) nets mensuels pour les femmes et 224 000 HUF (699 euros) nets mensuels pour les hommes. L'écart de salaire hommes-femmes se chiffre également à près de 50 000 HUF (156 euros) nets mensuels pour les « cols bleus » hongrois. Le rapport d'*EXPM Solutions* montre aussi l'écart de salaire espéré entre les hommes et les femmes ; les hommes se déclarent satisfaits avec 371 000 HUF (1158 euros) nets mensuels pour les « cols bleus » et 432 000 HUF (1348 euros) nets mensuels pour les « cols blancs », tandis que les femmes se déclarent satisfaites avec seulement 249 000 HUF (777 euros) nets mensuels pour les « cols bleus » et 309 000 HUF (964 euros) nets mensuels pour les « cols blancs ». Pour les « cols blancs », 16% des hommes et 12% des femmes déclarent souhaiter changer de poste au cours de l'année à venir.

République tchèque

- **Le gouvernement tchèque a approuvé lundi 18 mars une revalorisation des pensions de retraite à hauteur de 900 CZK (35 euros) bruts mensuels à partir du 1^{er} janvier 2020**. La revalorisation est ainsi



plus élevée que celle envisagée par la Ministre des finances Alena Schillerová et annoncée en début d'année. Sur l'ensemble de l'année 2018, la pension de retraite moyenne en République tchèque s'établissait 12 347 CZK (479 euros) bruts mensuels ; quelques 342 000 retraités (parmi les 2,4 millions de retraités que compte le pays) continuaient à travailler afin de faire face aux dépenses quotidiennes. Le nombre de retraité cumulant salaire et retraite est ainsi au plus haut depuis 2010, favorisé par un taux de chômage historiquement faible dans le pays. Les prestations familiales accordées aux personnes bénéficiant d'un congé parental augmenteront de 220 000 (8500 euros) à 300 000 CZK (11 600 euros) à partir du 1^{er} janvier 2020. Le coût total pour les finances publiques de ces deux mesures sociales est estimé à 10,5 milliards CZK (410 millions d'euros) pour l'année 2020, respectivement 7,5 milliards CZK (293 millions d'euros) pour la revalorisation des retraites et 3 milliards CZK (117 millions d'euros) pour la revalorisation des prestations familiales.

- **La société des chemins de fer tchèque *Ceske Drahy* a transporté plus de 179 millions de voyageurs en 2018, un record historique**, communiqué du 18 mars. Toutefois, la société des chemins de fer a dû verser un montant record d'indemnités de retard en 2018 : 2,1 millions CZK (82 000 euros), soit une hausse de 20% par rapport à 2017. Les principales causes des retards sont les mauvaises conditions météorologiques et des accidents. Environ 35% des minutes perdues sont dues à des problèmes matériels : des pannes de signalisation ou des problèmes sur le réseau électrique. A l'origine d'environ 15% de retards se trouvent des problèmes techniques des trains.
- **Le montant des nouveaux prêts octroyés aux ménages tchèques affiche une baisse de 33,4% en g.a en février 2019, soit 10,9 milliards CZK (425 millions d'euros)**, Banque Centrale tchèque (CNB) le 19 mars. Il s'agit du troisième mois consécutif de baisse marquée (au moins 30% en rythme annuel) du montant des prêts octroyés aux ménages tchèques. Cette baisse pourrait s'expliquer par les nouvelles règles, rendant l'octroi des crédits aux ménages plus difficiles depuis octobre 2018 et par la hausse progressive des taux d'intérêts en République tchèque au cours des deux dernières années (le taux d'intérêt moyen des prêts accordés aux ménages était de 2,99% en février 2019). Le taux d'intérêt moyen avait atteint un niveau historiquement faible à 1,77% en décembre 2016 et s'établissait à 2,28% en février 2018.
- **Le gouvernement tchèque a approuvé lundi 18 mars une revalorisation de 1200 CZK (47 euros) mensuels pour le travail de base des prisonniers à partir du 1^{er} janvier 2020**. Actuellement, le salaire moyen des prisonniers en République tchèque s'établit entre 5 500 et 13 750 CZK (214 et 534 euros) mensuels. A compter du 1^{er} janvier 2020, la rémunération des détenus en République tchèque sera comprise entre 50% et 120% du salaire mensuel minimum, qui est fixé actuellement depuis le 1^{er} janvier 2019 à 13 350 CZK (520 euros) bruts mensuels. Le Ministère de la justice tchèque estime que cette revalorisation des salaires des prisonniers est justifiée par le fait qu'actuellement les problèmes financiers sont, en plus de la difficulté de retrouver un emploi et de la perte du foyer familial, le plus grand handicap pour la réintégration d'un détenu dans la société.
- **9,6% de la population tchèque était menacée de pauvreté en 2018, soit une hausse de 0,5pp comparée à 2017**, CSU le 21 mars. Une personne est considérée comme menacée de pauvreté dans le cas où ses revenus sont inférieurs à 60% du revenu médian, soit 11 963 CZK (465 euros) mensuels en 2018. CSU fixe le seuil de pauvreté à 17 944 CZK (697 euros) mensuels pour un ménage de deux adultes avec deux enfants et 15 552 CZK (604 euros) pour un adulte célibataire avec un enfant de moins de treize ans. Le communiqué de l'Office statistique national précise que les personnes les plus exposées au risque de pauvreté sont les mères célibataires et les femmes âgées de plus de 65 ans vivant seules.
- **Plusieurs milliers d'enseignants tchèques ont participé à la « Journée des enseignants » et protester contre les salaires qu'ils estiment trop faibles, jeudi 28 mars**. En 2018, le salaire moyen des enseignants s'établissait à 35 089 CZK (1361 euros) bruts mensuels, soit une hausse de 11% en termes nominaux par rapport à 2017. Les syndicats des enseignants demandent une revalorisation progressive des salaires en vue d'atteindre en moyenne 130% du salaire moyen en République tchèque en 2020, mais cette demande a été rejetée par la Chambre des députés il y a quelques jours.



Slovaquie

- **Les prix de l'alimentation en Slovaquie ont augmenté de 4,2% en 2018, soit la deuxième plus forte hausse de toute l'Union européenne (1,9% en moyenne).** L'Office statistique slovaque (SU) estime que cette hausse des prix de l'alimentation dans le pays résulte principalement de la hausse des coûts du travail (revalorisations du salaire minimum et des bénéficiés liés au travail la nuit et le week-end) et des prix de l'énergie. Pour rappel, les prix de l'alimentation avaient chuté en Slovaquie entre 2014 et 2017.
- **L'inflation atteint 2,3% en g.a en février 2019,** SU le 15 mars. L'inflation est actuellement tirée principalement par la hausse des prix alimentaires et de l'énergie. SU estime que sur l'ensemble de l'année 2019 l'inflation sera supérieure à 2%.
- **Le secteur bancaire slovaque emploie 20 650 personnes au 31 décembre 2018, un chiffre en hausse de 3% par rapport à 2017,** Banque centrale de Slovaquie (NBS) le 20 mars. La NBS a décidé d'employer dix-sept salariés supplémentaires, le reste de la hausse des effectifs est imputables aux banques commerciales. Au cours de l'année 2018, les banques commerciales en Slovaquie ont en moyenne changé les tarifs de leurs prestations à deux reprises.
- **Le taux de chômage atteint 5,16% de la population active au 28 février 2019, soit une baisse de 0,1pp comparé au 31 janvier 2019,** Bureau du travail slovaque le 21 mars. La Slovaquie comptait ainsi 141 000 chômeurs à la fin du mois de février dernier (soit une baisse de 17 000 en l'espace d'un an). Le taux de chômage variait en revanche de manière substantielle entre les différentes régions du pays ; les taux les plus élevés étaient relevés dans les régions de Presov (8,98%) et Kosice (8,23%), tandis que les taux les plus faibles ont été observés dans les régions de Trvana (2,44%) et de Bratislava (2,76%). On note que le taux de chômage calculé par le Bureau du travail diffère de celui calculé par Eurostat sur la base des critères du BIT et servant aux comparaisons internationales, s'établissant à 6,2% en janvier 2019.
- **70 000 ressortissants étrangers travaillaient en Slovaquie au 28 février 2019,** Bureau du travail slovaque le 25 mars. Près de la moitié des étrangers travaillant dans le pays étaient originaires de l'Union européenne, parmi les étrangers hors UE, le plus grand nombre d'entre eux étaient des ressortissants ukrainiens (13 900) et serbes (12 600). Un tiers des étrangers présents en Slovaquie travaillaient à Bratislava.
- **Les projets d'investissements financés par l'Etat slovaque représenteront 2,7 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2019 et permettront la création de près de 24 000 nouveaux emplois,** annonce du Ministre du travail slovaque Jan Richter le 24 mars. Le Ministre précise que ces 70 projets d'investissements financés par les fonds de l'Etat slovaque permettront de créer près de 12 000 emplois dans l'est du pays, qui affiche un retard de développement économique comparé à la partie occidentale du pays et la région capitale de Bratislava.
- **La Banque centrale de Slovaquie (NBS) a revu sa prévision de croissance à la baisse pour l'année 2019 à 3,5% (contre 4,2% prévus en novembre 2018),** prévisions de printemps publiées le 26 mars. La croissance du PIB slovaque devrait atteindre 3,4% en 2020 (-0,6pp comparé à novembre dernier) et 2,8% en 2021. Les prévisions de croissance ont été revues nettement à la baisse en raison des incertitudes liées au Brexit et du ralentissement de la croissance de l'industrie automobile, très présente en Slovaquie. L'absorption des fonds européens devrait continuer à contribuer positivement à la croissance. L'inflation devrait atteindre 2,5% en 2019 (-0,1pp comparé à novembre dernier), 2,5% en 2020 (inchangé) et 2,4% en 2021 (+0,3pp) et devrait être principalement alimentée par la hausse des prix de l'énergie. En 2019, la croissance des salaires devrait atteindre 6,6% en termes nominaux et le salaire moyen devrait s'établir à 1080 euros bruts mensuels. Pour rappel, la croissance du PIB slovaque a atteint 4,1% en 2018.



Slovénie

- **Le salaire moyen s'établit à 1729,15 euros bruts mensuels en janvier 2019, soit une baisse de 3% en termes nominaux comparés à décembre 2018**, Office statistique slovène le 15 mars. En termes nets, le salaire moyen atteint 1115,98 euros mensuels en janvier dernier (soit une baisse de 4% en termes nominaux). L'Office statistique slovène estime que la baisse des salaires enregistrés entre décembre et janvier est normale compte tenu des bonus de Noël et treizième mois de salaire octroyés à la plupart des salariés en décembre. Comparé au mois de janvier 2018, les salaires bruts ont progressé de 4,2% en termes nominaux et de 3,1% en termes réels en janvier dernier ; en termes nets, la hausse atteint respectivement 3,5% en termes nominaux et 2,4% en termes réels.
- **Le nombre de personnes occupées en Slovénie était de 881 245 au 31 janvier 2019, soit une hausse de 3,1% comparée au 31 janvier 2018**, office statistique slovène le 18 mars. Comparé au 31 décembre 2018, le nombre de personnes occupées en Slovénie a diminué de 0,7% au mois de janvier dernier.
- **Les salaires des fonctionnaires slovènes ont été revalorisés de 6,3% au 1^{er} janvier 2019, portant le salaire moyen dans la fonction publique au-dessus des 2000 euros bruts mensuels**, Ministère des finances le 19 mars. Le salaire moyen dans la fonction publique est supérieur de 28% au salaire moyen dans le secteur privé ; pour rappel, le salaire moyen s'établit à 1729,15 euros bruts mensuels en Slovénie en janvier 2019.
- **La croissance du PIB slovène devrait atteindre 3,4% en 2019 et 3,1% en 2020**, prévisions du gouvernement slovène (IMAD) publiées le 21 mars. IMAD a ainsi revu à la baisse sa prévision de croissance de 0,3pp comparé à l'automne 2018, principalement en raison de l'affaiblissement de la demande externe. La croissance de la consommation finale des ménages devrait atteindre 2,9% en 2019 et 2,4% en 2020 ; celle des investissements 7,7% en 2019 et 7% 2020 (contre une croissance supérieure à 10% en 2017 et 2018). La hausse du nombre de personnes occupées devrait ralentir à 2% en 2019 puis 1% en 2020, après avoir dépassé les 3% en 2018. Les exportations nettes devraient avoir un impact quasi-neutre sur la croissance en 2019 et 2020. L'inflation devrait rester inférieure mais proche de 2% en 2019 et 2020. IMAD note que les principaux risques pesant sur la croissance slovène sont le Brexit, le ralentissement économique progressif de l'économie chinoise et les tensions commerciales avec les Etats-Unis. Pour rappel, la croissance de l'économie slovène a atteint 4,5% en 2018.
- **La hausse des prix de l'immobilier à l'achat atteint 18,2% en 2018**, Office statistique slovène le 25 mars. Le nombre de transactions d'achat immobiliers dans le pays a atteint 9 421 en 2018, un chiffre en baisse de 14% par rapport à 2017. Les prix ayant le plus augmenté sont ceux des maisons familiales, où la hausse atteint 38,6% en g.a au quatrième trimestre 2018. La hausse des prix des appartements atteint 8% à Ljubljana en 2018 ; le prix moyen des appartements à l'achat dans le pays a augmenté de 23,9% entre 2015 et le 31 décembre 2018.

ETATS BALTES

Estonie

- **L'excédent du compte courant de l'Estonie atteint 23,8 millions d'euros sur le mois de janvier 2019, soit une baisse de 17,4% en g.a**, Banque Centrale d'Estonie le 18 mars. Au mois de janvier dernier, le solde des services a enregistré un excédent de 107,4 millions d'euros (-13% en g.a) et le solde du commerce extérieur un déficit de 36,7 millions d'euros (en baisse de 44,4% en g.a). Sur la période du 1^{er} février 2018 au 31 janvier 2019, l'excédent du compte courant estonien atteint 440,5 millions d'euros, soit environ 1,6% du PIB anticipé pour l'année 2019.
- **Les prix à la production industrielle ont enregistré une hausse de 0,6% en g.a en février 2019, soit une accélération de 0,3pp comparée à janvier dernier**, Office statistique estonien le 20 mars. La hausse des prix à la production industrielle atteint respectivement 8,1% pour l'électricité et le gaz, 4,6% pour l'exploitation des minerais et carrières tandis que les prix ont baissé de 0,4% dans l'industrie manufacturière. Les prix des produits industriels à l'exportation ont augmenté de 1% et ceux des produits



industriels importés de 1,4% en g.a en février 2019. Comparé au niveau atteint en janvier 2019, les prix à la production industrielle ont chuté de 0,5% en février dernier. Pour rappel, le Ministère des finances estonien table sur une inflation à 2,8% sur l'ensemble de l'année 2019.

- **Les prix des logements en Estonie ont augmenté de 5,9% en 2018 (respectivement de 6,4% pour les appartements et 4,7% pour les maisons)**, Office statistique estonien le 22 mars. La hausse des prix des appartements a atteint 6,6% à Tallinn, 7,3% dans les villes de Tartu et Parnu et 3,6% dans le restant de l'Estonie. L'Office statistique estonien anticipe une hausse des prix des logements en 2019 au même rythme qu'en 2018, principalement en raison de la croissance soutenue des salaires (7,3% en termes nominaux en 2018).
- **Le déficit budgétaire de l'Estonie atteint 120,2 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2018, soit 0,5% du PIB**, Office statistique estonien le 26 mars. Le déficit de l'Etat a atteint respectivement 236,5 millions d'euros, tandis que les collectivités locales ont enregistré un excédent de 43,7 millions d'euros et la sécurité sociale un excédent de 72,6 millions d'euros. La dette publique de l'Etat au sens du Traité de Maastricht représentait 7,9% du PIB estonien à la fin de l'année 2018 (soit près de 2 milliards d'euros), soit le taux d'endettement public le plus faible de toute l'Union européenne.

Lettonie

- **22 700 emplois étaient vacants en Lettonie au cours de l'année 2018 (+33,4% par rapport à 2017), portant le taux d'emplois vacants à 2,4%**, Bureau des statistiques letton (CSB) le 15 mars. Le taux d'emplois vacants atteint respectivement 2,5% dans le secteur privé et 2,3% dans le secteur public. Les plus forts taux d'emplois vacants en Lettonie ont été observés en 2018 dans les secteurs de l'administration et de la défense (4,9%), de la construction (3,5%), des services d'hôtellerie-restauration (3,2%), de l'industrie manufacturière (2,9%) et du commerce de détail (2,8%). En 2018, le nombre de personnes occupées en Lettonie s'établit à 905 200, soit une hausse de 1,1% par rapport à 2017 ; la hausse du nombre de personnes occupées atteint respectivement 1,4% dans le secteur privé et 0,3% dans le secteur public. La croissance des salaires a atteint 8,4% en termes nominaux en 2018, soit la croissance des salaires la plus rapide depuis la crise de 2008-2009 et portant le salaire moyen à 1004 euros bruts mensuels. Corrigée de l'inflation qui a atteint 2,6% sur l'ensemble de l'année, la hausse des salaires en termes réels atteint 5,8% en 2018.
- **La hausse des prix à la production industrielle atteint 4,7% en g.a en février 2019**, CSB le 21 mars. La hausse atteint respectivement 7% pour les produits destinés au marché intérieur et 2,6% pour les produits destinés à l'exportation. La hausse des prix à la production industrielle a été tirée par les prix des services publics (+11%), tandis que la hausse des prix des produits manufacturés n'a été que de 2,9% et celle des produits liés à l'exploitation des minerais et carrières de 5,4%. Pour rappel, l'inflation atteint 2,9% en rythme annuel en février 2019 et le Ministère des finances table sur une inflation à 2,5% sur l'ensemble de l'année 2019. Comparé au mois de janvier 2019, la hausse des prix à la production industrielle atteint 0,6% en février dernier (respectivement de 1,2% pour les produits destinés au marché intérieur tandis que le prix des produits destinés à l'exportation est resté stable).
- **La hausse des coûts dans le secteur de la construction atteint 5,2% en g.a en février 2019**, CSB le 27 mars. La hausse des coûts atteint respectivement 8,1% pour la rémunération des salariés, 4,8% pour le prix des matériaux et 4% pour les coûts de maintenance des machines en rythme annuel en février 2019. Comparé au mois de janvier 2019, les coûts dans le secteur de la construction ont augmenté de 0,4% en février dernier, respectivement de 0,8% pour les coûts de maintenance des machines, 0,5% pour les prix des matériaux tandis que les coûts liés à la rémunération des salariés ont chuté de 0,1%.

Lituanie

- **Le déficit du commerce extérieur lituanien atteint 87,9 millions d'euros sur le mois de janvier 2019 (contre 252,5 millions d'euros sur le mois de janvier 2018)**, Office statistique lituanien le 14 mars. Sur le mois de janvier 2019, les exportations lituaniennes ont atteint 2,271 milliards d'euros (+7,8% en g.a) et les importations ont atteint 2,358 milliards d'euros (soit un niveau stable comparé à janvier 2018). En janvier 2019, les principaux partenaires commerciaux de la Lituanie étaient la Russie (10,4% des



exportations lituaniennes), la Pologne (8,9%), la Lettonie (8,6%), l'Allemagne (8,2%) et la Suède (5,4%) ; ses principaux fournisseurs étaient la Russie (19,6% des importations totales), l'Allemagne (11%), la Pologne (10,7%), la Lettonie (7,2%) et les Pays-Bas (5,1%). 61,8% des exportations lituaniennes étaient à destination de l'Union européenne et 65,2% des importations lituaniennes provenaient de l'Union européenne.

- **La croissance du PIB lituanien devrait atteindre 2,6% en 2019, 2,4% en 2020 et 2,3% en 2021**, Ministère des finances le 22 mars. Les prévisions de croissance ont ainsi été revues à la baisse de respectivement 0,2pp pour 2019, 0,1pp pour 2020 et 0,2pp pour 2021 comparées aux dernières prévisions du Ministère des finances en septembre 2018. Le communiqué précise que les prévisions ont été revues à la baisse principalement en raison de l'affaiblissement de la demande extérieure (ralentissement de la croissance dans l'Union européenne et en Chine) et des incertitudes liées au Brexit. L'inflation devrait atteindre 2,2% en 2019 et 2020 puis 2,1% en 2021.
- **La croissance de la production industrielle atteint 6% en rythme annuel en février 2019 (contre 6,8% en janvier 2019)**, Office statistique lituanien le 22 mars. En février dernier, la croissance de la production des produits manufacturés atteint 6,8% en g.a, celle des produits non-pétroliers 11,6% en g.a tandis que la production de l'électricité et du gaz a chuté de 0,6% (principalement en raison des conditions climatiques clémentes en février 2019). Le Ministère des finances anticipe un ralentissement de la croissance de la production industrielle au cours des prochains mois en raison d'un affaiblissement de la demande externe (ralentissement économique dans l'UE, incertitudes concernant le Brexit).
- **Le volume des ventes du commerce de détail atteint 823,3 millions d'euros en février 2019, soit une hausse de 8% en g.a et de 1,1% comparé au mois de janvier dernier**, Office statistique lituanien le 27 mars. La croissance du volume des ventes du commerce de détail atteint en février 2019 en rythme annuel respectivement 3,7% pour les produits alimentaires, 11,6% pour les produits non-alimentaires et 10% pour le carburant. Comparé au mois de janvier 2019, le volume des ventes du commerce de détail a progressé respectivement de 0,7% pour les produits alimentaires, 2,5% pour les produits non-alimentaires et a chuté de 0,6% pour le carburant. Le communiqué de l'office statistique lituanien précise que sur la période du 1^{er} janvier au 28 février 2019, la croissance du volume des ventes du commerce de détail atteint 6,5% en rythme annuel.
- **L'inflation atteint 2,5% en rythme annuel en mars 2019**, estimation préliminaires de l'office statistique lituanien le 27 mars. Le rythme de l'inflation s'est ainsi accéléré de 0,5pp comparé au mois de février dernier. Entre février et mars 2019, le niveau général des prix en Lituanie a augmenté de 0,9%.

LEXIQUE

cjo : corrigé des effets de calendrier
cvs : corrigé des variations saisonnières
g.a. : glissement annuel
g.t. : glissement trimestriel
IPC(H) : indice des prix à la consommation (harmonisé)
IPI : indice de la production industrielle

IPP : indice des prix à la production
PECO(B) : pays d'Europe centrale et orientale (balte)
pb : points de base
pp : points de pourcentage
volume : à prix réels (donnée mesurée aux prix de l'année précédente chaînés)


PREVISIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE ET NOTATIONS

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Slovénie	Estonie	Lettonie	Lituanie								
PIB (variation N/N-1 en %)*																
2018	5,1	4,8	2,9	4,2	4,4	3,5	4,7	3,6								
2019	3,5	3,4	2,9	4,1	3,1	2,9	3,1	2,7								
2020	3,2	2,6	2,7	3,5	2,8	2,4	2,6	2,4								
Inflation (variation annuelle)*																
2018	1,2	2,9	2,0	2,5	1,9	3,4	2,6	2,5								
2019	2,3	2,8	2,1	2,5	1,9	2,8	2,7	2,2								
2020	2,7	3,0	1,9	2,4	2,1	2,3	2,1	2,1								
Chômage (% population active)																
2018	3,3	3,6	2,4	6,9	5,6	5,7	7,3	6,5								
2019	2,9	3,3	2,5	6,3	5,3	6,0	6,7	6,3								
2020	2,8	3,2	2,6	6,0	5,1	6,0	6,5	6,3								
Solde public (% PIB)																
2018	-0,9	-2,4	1,4	-0,6	0,5	0,5	-0,8	0,6								
2019	-0,9	-1,9	0,8	-0,3	0,4	0,5	-1,0	0,4								
2020	-1,0	-1,8	0,7	-0,1	0,2	0,2	-0,7	0,1								
Dettes publique brute (% PIB)																
2018	49,2	72,9	33,2	48,8	70,2	8,0	37,1	34,8								
2019	48,3	70,3	32,1	46,4	66,3	7,6	35,5	37,9								
2020	47,4	68,6	31,2	44,2	62,6	7,5	35,7	37,6								
Solde courant (% PIB)																
2018	-0,6	1,2	-0,5	0,0	7,5	3,5	0,0	-0,8								
2019	-0,9	0,0	-0,5	1,2	7,1	3,2	-0,4	-0,8								
2020	-1,3	0,3	-0,1	2,1	6,7	3,2	-0,4	-0,6								
Notation de la dette souveraine																
Agences	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.
S&P	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	A+	Positive	AA-	Stable	A	Stable	A	Stable
Moody's	A2	Stable	Baa3	Stable	A1	Positive	A2	Positive	Baa1	Stable	A1	Stable	A3	Stable	A3	Stable
Fitch	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	A-	Stable	AA-	Stable	A-	Stable	A-	Positive

* Prévisions intermédiaires d'hiver 2019

Copyright

 Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Varsovie. (adresser les demandes à varsovie@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.


 Liberté • Égalité • Fraternité
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

 MINISTÈRE
 DE L'ÉCONOMIE
 ET DES FINANCES

 Service Économique Régional de Varsovie
 Ambassade de France en Pologne
www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/pologne
twitter.com/FranceEcoPoland

Rédigé par Raphaël STANZEL et Cezary TOBOJA, en collaboration avec les services économiques de la région

Validation : Benoît GRESS

Version du 29/03/2019